

Rapport sur les Inégalités Mondiales 2026

Coordination

Lucas Chancel

Ricardo Gómez-Carrera (auteur principal)

Rowaida Moshrif

Thomas Piketty

Avant-propos

Jayati Ghosh

Joseph E. Stiglitz

Synthèse

WORLD
INEQUALITY
..... LAB

Coordination :

Lucas Chancel
Ricardo Gómez-Carrera
Rowaida Moshrif
Thomas Piketty

Auteur principal :

Ricardo Gómez-Carrera

Équipe de recherche :

María José Pozos
Daniel Sanchez-Ordóñez

Coordination des données :

Rowaida Moshrif

**Coordination des
méthodes statistiques :**

Ignacio Flores

Équipe responsable des données :

Manuel Arias-Osorio
Ignacio Flores
Rowaida Moshrif
Gastón Nievas Offidani
Ana Van Der Ree

Responsable de la communication :

Alice Fauvel

Conception :

Ricardo Gómez-Carrera

Conception du site Web et de la couverture :

Dataviz Centric

**Ce rapport s'appuie sur les résultats de
recherches récentes menées par :**

Facundo Alvaredo; Marie Andreescu; Manuel Arias-Osorio; Luis Bauluz; Nitin Bharti; Thomas Blanchet; Philipp Bothe; Pierre Brassac; Julia Cagé; Lucas Chancel; Mauricio De Rosa; Jonas Dietrich; Dima El Hariri; Matthew Fisher-Post; Ignacio Flores; Valentina Gabrielli; Amory Gethin; Ricardo Gómez-Carrera; Seyhun Hong; Thanasak Jenmana; Romaine Loubes; Clara Martínez-Toledano; Zhexun Mo; Cornelia Mohren; Marc Morgan; Rowaida Moshrif; Stella Muti; Theresa Neef; Gastón Nievas; Moritz Odersky; Thomas Piketty; Anne-Sophie Robilliard; Emmanuel Saez; Alice Sodano; Anmol Somanchi; Li Yang; Gabriel Zucman; Álvaro Zúñiga-Cordero

Le rapport repose également sur le vaste travail des chercheurs et chercheuses associé.e.s au World Inequality Lab disponible sur <https://inequalitylab.world/en/team/> et <https://wid.world/team/>

Équipe de traduction pour le résumé exécutif :

Pierre Brassac; Dima El Hariri; Ricardo Gómez-Carrera; Enes Isik; Thanasak Jenmana; Zhexun Mo; Cornelia Mohren; Rowaida Moshrif; Daniel Sanchez-Ordóñez; Marta Sanduliak; Anmol Somanchi; Theo Ribas Palomo

Édition :

Philip Dines
Graham Frankland



Ce rapport a bénéficié du soutien du Programme des Nations Unies pour le développement, du Laboratoire mondial sur les inégalités et de l'Union européenne dans le cadre de la subvention Horizon 2020 WISE (#101095219) et de la subvention ERC Synergy DINA (#856455). Les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles du Programme des Nations Unies pour le développement ou d'autres institutions partenaires.

World Inequality Lab, 2025

Creative Commons Licence: *World Inequality Report 2026*, CC BY-NC-SA 4.0

Il est strictement interdit de traduire, reproduire ou transférer ce rapport dans n'importe quelle autre langue sans l'autorisation des auteurs.

Pour citer le rapport : Chancel, L., Gómez-Carrera, R., Moshrif, R., Piketty, T., et al. *Rapport sur les inégalités mondiales 2026*, World Inequality Lab. **wir2026.wid.world**

Ce rapport dispose d'un site internet dédié. Découvrez-le ici : **wir2026.wid.world**



Encadré 1 : Faits marquants du *Rapport sur les inégalités mondiales 2026* (WIR 2026)

Le *Rapport sur les inégalités mondiales 2026* (WIR 2026) est la troisième édition de cette série phare, après celles de 2018 et 2022. Ces rapports s'appuient sur les travaux de plus de 200 chercheurs et chercheuses du monde entier, affilié.e.s au World Inequality Lab et contribuant à la plus grande base de données sur l'évolution historique des inégalités mondiales. Cet effort collectif représente une contribution significative aux discussions mondiales sur les inégalités. L'équipe a contribué à remodeler la façon dont le législateur, les universitaires, les citoyens et les citoyennes comprennent l'ampleur et les causes des inégalités. Elle a également mis en lumière la fracture croissante entre les riches et le reste de la société à l'échelle mondiale, et démontré pourquoi il est urgent de mettre en place une fiscalité équitable à laquelle les plus riches n'échappent pas. Leurs conclusions ont alimenté les débats nationaux et internationaux sur les réformes fiscales, l'imposition des patrimoines et la redistribution dans des forums allant des parlements nationaux au G20.

S'appuyant sur ces fondements, ce rapport élargit l'horizon. Il explore les nouvelles dimensions de l'inégalité qui définissent le XXI^e siècle : le climat et le patrimoine, les inégalités hommes-femmes, l'accès inégal au capital humain, les asymétries du système financier mondial et les clivages territoriaux qui redessinent les démocraties. Ensemble, ces thèmes révèlent que l'inégalité aujourd'hui ne se limite pas aux revenus ou au patrimoine ; elle touche tous les domaines de la vie économique et sociale.

Les inégalités mondiales en matière d'accès au capital humain restent aujourd'hui considérables, probablement bien plus importantes que la plupart des gens ne l'imaginent. Les dépenses moyennes d'éducation par enfant en Afrique Sub-Saharienne s'élèvent à seulement 200 € (Parité du Pouvoir d'Achat, PPA), contre 7.400 euros en Europe et 9.000 € en Amérique du Nord & en Océanie : un écart de plus de 1 à 40, soit environ trois fois plus que l'écart de produit intérieur brut (PIB) par habitant. Ces disparités façonnent les chances de réussite à chaque génération, renforçant une géographie des opportunités qui exacerbe et perpétue les hiérarchies mondiales en matière de patrimoine.

Le rapport montre également que les contributions au changement climatique sont loin d'être réparties de manière égale. Alors que le débat public se concentre souvent sur les émissions liées à la consommation, de nouvelles études ont révélé le rôle crucial joué par la propriété du capital dans les inégalités en matière d'émissions. Les 10 % des personnes les plus riches du monde représentent 77 % des émissions mondiales liées à la propriété privée du capital¹, ce qui souligne à quel point la crise climatique est indissociable de la concentration des patrimoines. Pour y remédier, il faut procéder à un rééquilibrage ciblé des structures financières et d'investissement qui alimentent à la fois les émissions et les inégalités.

Les inégalités hommes-femmes apparaissent également sous un jour très différent si le travail invisible et non rémunéré est inclus, qui est disproportionnellement effectué par les femmes. En prenant en compte le travail domestique et les tâches de soins non rémunérés, l'écart se creuse considérablement. En moyenne, les femmes ne gagnent que 32 % du salaire horaire des hommes, toutes activités rémunérées et non rémunérées confondues ; contre 61 % si l'on ne tient pas compte du travail domestique non rémunéré. Ces résultats révèlent non seulement une discrimination persistante, mais aussi de profondes inefficacités dans la manière dont les sociétés valorisent et répartissent le travail.

Au niveau international, ce rapport montre comment le système financier mondial renforce les inégalités. Les économies riches continuent de bénéficier d'un « privilège exorbitant » : chaque année, environ 1 % du PIB mondial (soit environ trois fois plus

que l'aide au développement) est transféré des pays pauvres vers les pays riches sous forme de transferts nets de revenus étrangers liés à des rendements excédentaires persistants et à des paiements d'intérêts moins élevés sur les dettes des pays riches. Inverser cette dynamique est essentiel à toute stratégie crédible en faveur de l'équité mondiale.

Enfin, le rapport met en évidence l'augmentation des divisions territoriales au sein des pays. Dans de nombreuses démocraties avancées, les écarts entre les affiliations politiques des grands centres urbains et des petites villes ont atteint des niveaux jamais vus depuis un siècle. L'inégalité d'accès aux services publics, aux opportunités d'emploi et l'exposition aux chocs commerciaux ont fracturé la cohésion sociale et affaibli les coalitions nécessaires à une réforme redistributive.

Outre une multitude de données inédites, le *Rapport sur les inégalités mondiales 2026* fournit un cadre permettant de comprendre comment les inégalités économiques, environnementales et politiques s'entrecroisent. Il appelle à une coopération mondiale renouvelée pour s'attaquer à ces divisions à la racine : par une fiscalité progressive, des investissements dans les capacités humaines, une responsabilité climatique liée à la propriété privée du capital et des institutions politiques inclusives capables de rétablir la confiance et la solidarité.

Les inégalités sont depuis longtemps une caractéristique déterminante de l'économie mondiale, mais en 2025, elles ont atteint des niveaux qui nécessitent une attention urgente. Les avantages de la mondialisation et de la croissance économique ont profité de manière disproportionnée à une petite minorité, tandis qu'une grande partie de la population mondiale continue de rencontrer des difficultés pour accéder à des moyens de subsistance stables. Ces divisions ne sont pas inévitables. Elles sont le résultat de choix politiques et institutionnels.

Ce rapport s'appuie sur la *World Inequality Database* (base de données sur les inégalités mondiales) et sur de nouveaux travaux pour broser un tableau complet des inégalités en matière de revenus, de patrimoine, de genre, de finance internationale, de responsabilité climatique, de fiscalité et de politique.²

Les conclusions sont claires : les inégalités restent extrêmes et persistantes ; elles se manifestent à plusieurs niveaux qui s'entrecroisent et se renforcent mutuellement ; elles remodelent les démocraties, fragmentent les coalitions et érodent le consensus politique. Cependant, les données montrent également que les inégalités peuvent être réduites. Des politiques publiques telles que les transferts redistributifs, la fiscalité progressive, l'investissement dans le capital humain et le renforcement du droit du travail ont déjà fait la différence dans certains contextes. Des propositions telles que l'instauration d'un impôt minimum sur la fortune des multi-millionnaires illustrent l'ampleur des ressources qui pourraient être mobilisées pour financer l'éducation, la santé et l'adaptation au changement climatique. La réduction des inégalités n'est pas seulement une question d'équité, elle est également essentielle à la résilience des économies, à la stabilité des démocraties et à la viabilité de notre planète.

Le monde est extrêmement inégalitaire

Le premier fait marquant qui ressort de l'analyse des données est que les inégalités restent très élevées. Le **Graphique 1** montre qu'aujourd'hui, les 10 % les plus riches de la population mondiale gagnent plus que les 90 % restants, tandis que la moitié la plus

pauvre de la population mondiale ne reçoit que moins de 10 % du revenu mondial total. Le patrimoine est encore plus concentré : les 10 % les plus riches possèdent les trois quarts du patrimoine mondial, tandis que la moitié la plus pauvre n'en détient que 2 %.

Ce tableau devient encore plus extrême lorsque nous nous éloignons des 10 % les plus riches. Le **Graphique 2** souligne que les 0,001 % les plus riches, soit moins de 60 000 multi-millionnaires, contrôlent aujourd'hui trois fois plus de richesse que la moitié de l'humanité réunie. Leur part n'a cessé d'augmenter, passant de près de 4 % en 1995 à plus de 6 % aujourd'hui, mettant bien en évidence la persistance des inégalités.

Cette concentration est non seulement persistante, mais elle s'accélère également. Le **Graphique 3** révèle que les inégalités extrêmes de patrimoine augmentent rapidement. Depuis les années 1990, le patrimoine des milliardaires et des centi-millionnaires a augmenté d'environ 8 % par an, soit près du double du taux de croissance enregistré par la moitié la plus pauvre de la population. Les plus pauvres ont réalisé des gains modestes, mais ceux-ci sont éclipsés par l'accumulation extraordinaire au sommet de la distribution des patrimoines.

Il en résulte un monde dans lequel une infime minorité détient un pouvoir financier sans précédent, tandis que des milliards d'individus restent exclus de toute stabilité économique, même élémentaire.

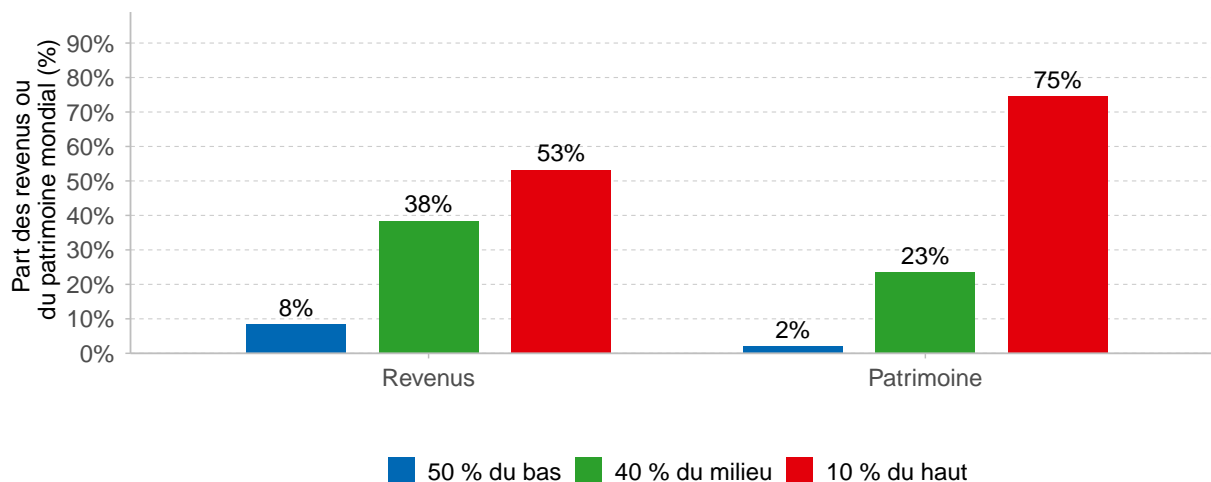
Inégalités et changement climatique

La crise climatique est un défi collectif, mais aussi profondément inégalitaire. **Graphique 4** montre que la moitié la plus pauvre de la population mondiale ne représente que 3 % des émissions de carbone liées à la propriété privée de capitaux, tandis que les 10 % les plus riches en représentent 77 %. Les 1 % les plus riches représentent à eux seuls 41 % des émissions liées à la propriété privée de capitaux, soit près du double du total des 90 % les plus pauvres.

Cette disparité est liée à la vulnérabilité. Celles qui émettent le moins, principalement les populations des pays à faible revenu, sont

Graphique 1. Le monde est extrêmement inégalitaire

Part des revenus ou du patrimoine mondial par groupe, 2025



Interprétation : Les 50% les plus pauvres de la population mondiale reçoivent 8% des revenus totaux mesurés à la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA) 2025. Les 50 % les plus pauvres possèdent 2% du patrimoine personnel net mondial (en PPA 2025). Les 10 % les plus riches détiennent 75% du patrimoine mondial et captent 53% des revenus totaux en 2025. Il convient de noter que les individus les plus riches en termes de patrimoine ne sont pas nécessairement ceux qui perçoivent les revenus les plus élevés. Les revenus sont mesurés après opération des systèmes de pension et d'allocations chômage, et avant impôts et transferts. **Sources et séries :** wir2026.wid.world/methodology.

aussi celles qui sont les plus exposées aux chocs climatiques. Parallèlement, celles qui émettent le plus sont mieux protégées, car elles disposent des ressources nécessaires pour s'adapter aux conséquences du changement climatique ou les éviter. Cette responsabilité inégale se traduit donc également par une répartition inégale des risques. L'inégalité climatique est à la fois une crise environnementale et une crise sociale.

Inégalités hommes-femmes

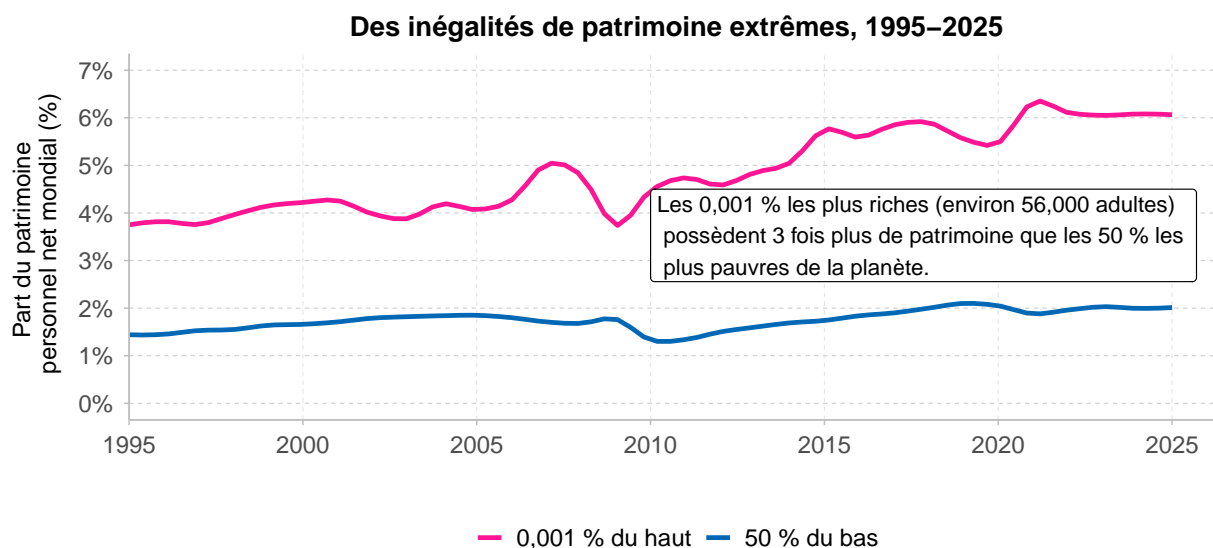
L'inégalité n'est pas seulement une question de revenus, de patrimoine ou d'émissions. Elle est également ancrée dans les structures de la vie quotidienne, déterminant qui est reconnu pour quel travail, qui est récompensé pour quelles contributions et qui voit ses opportunités restreintes. Parmi les inégalités les plus persistantes et les plus répandues sont celles entre les hommes et les femmes.

À l'échelle mondiale, les femmes reçoivent un peu plus d'un quart du revenu total issu du travail, une part qui n'a pratiquement pas évolué depuis 1990. En analysant les

données par région du monde (**Graphique 5**), nous constatons que la part des revenus du travail perçue par les femmes n'est que de 16 % au Moyen-Orient & en Afrique du Nord, de 20 % en Asie du Sud & du Sud-Est, de 28 % en Afrique Sub-Saharienne et de 34 % en Asie de l'Est. L'Europe, l'Amérique du Nord & l'Océanie, ainsi que la Russie & l'Asie Centrale obtiennent de meilleurs résultats, mais là-aussi les femmes ne perçoivent encore qu'environ 40 % des revenus du travail.

Les femmes continuent de travailler plus et de gagner moins que les hommes. Le **Graphique 6** révèle que les femmes travaillent en moyenne plus d'heures que les hommes, 53 heures par semaine contre 43 pour les hommes, une fois pris en compte les tâches ménagères et les soins aux personnes. Pourtant, leur travail est systématiquement moins valorisé. En excluant le travail non rémunéré, les femmes ne gagnent que 61 % du revenu horaire des hommes ; ce chiffre tombe à seulement 32 % en incluant le travail non rémunéré. Ces responsabilités disproportionnées limitent les opportunités de carrière des femmes, restreignent leur participation à la vie politique et ralentissent

Graphique 2. Les inégalités de patrimoine extrêmes persistent et s'accroissent



Interprétation : La part du patrimoine personnel net détenue par les 0,001 % d'adultes les plus riches est passée d'environ 3.8 % en 1995 à près de 6.1 % en 2025. Après une très légère augmentation, la part du patrimoine détenue par la moitié la plus pauvre de la population stagne depuis le début des années 2000 à environ 2 %. Le patrimoine personnel net est égal à la somme des actifs financiers (e.g., actions ou obligations) et des actifs non financiers (e.g., logements ou terrains) détenus par les individus, déduction faite de leurs dettes. **Sources et séries :** Arias–Osorio et al. (2025) et wir2026.wid.world/methodology.

leur accumulation de patrimoine. L'inégalité hommes-femmes n'est donc pas seulement une question d'équité, mais aussi une inefficacité structurelle : les économies qui sous-évaluent le travail de la moitié de leur population compromettent leur propre capacité de croissance et de résilience.

Inégalités entre régions du monde

Les moyennes mondiales masquent d'énormes écarts entre les régions du monde. Le **Graphique 7** montre que le monde est divisé en plusieurs niveaux de revenus distincts : les régions à revenu élevé telles que l'Amérique du Nord & l'Océanie et l'Europe ; les régions à revenu intermédiaire comprenant la Russie & l'Asie Centrale, l'Asie de l'Est et le Moyen-Orient & l'Afrique du Nord ; et les régions très peuplées où les revenus moyens restent faibles, telles que l'Amérique Latine, l'Asie du Sud & du Sud-Est et l'Afrique Sub-Saharienne.

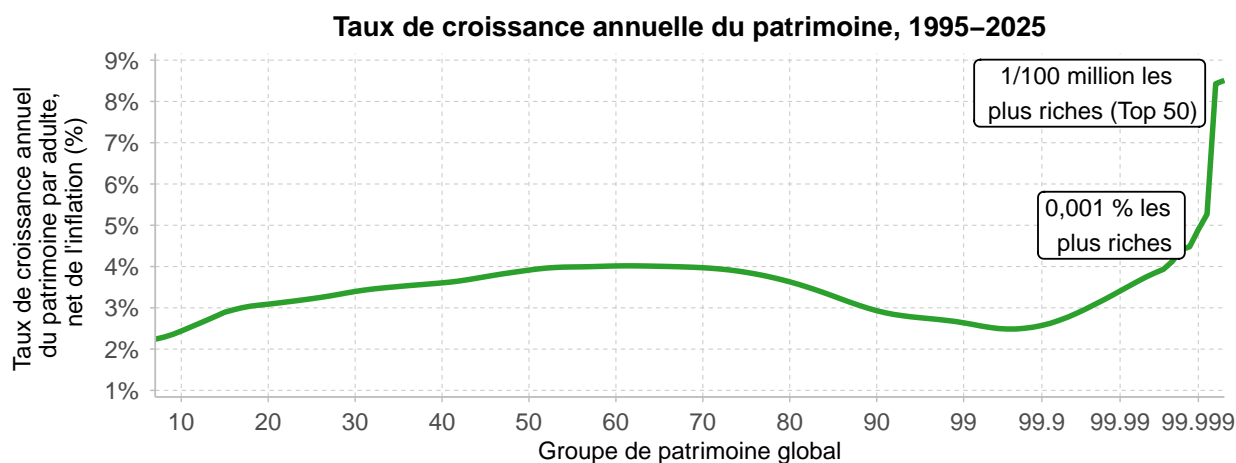
Les contrastes sont frappants, même après correction des différences de prix entre régions. L'individu moyen en Amérique

du Nord & en Océanie gagne environ treize fois plus qu'un individu en Afrique Sub-Saharienne et trois fois plus que la moyenne mondiale. En d'autres termes, le revenu quotidien moyen en Amérique du Nord & en Océanie est d'environ 125 €, contre seulement 10 € en Afrique Sub-Saharienne. Mais il s'agit là de moyennes : au sein de chaque région du monde, de nombreuses personnes vivent avec bien moins.

Le **Graphique 8** illustre ce point en montrant la répartition des revenus et du patrimoine au sein de ces régions. Les revenus sont répartis de manière inégale partout, les 10 % les plus riches captant systématiquement beaucoup plus que les 50 % les plus pauvres. Mais en matière de patrimoine, la concentration est encore plus extrême. Dans toutes les régions du monde, les 10 % les plus riches contrôlent bien plus de la moitié du patrimoine total, ne laissant souvent qu'une infime fraction à la moitié la plus pauvre.

Les inégalités sont énormes tant entre les régions qu'au sein de celles-ci. Certaines

Graphique 3. Le patrimoine a augmenté beaucoup plus rapidement pour les très très riches



Interprétation : Les taux de croissance du patrimoine personnel net ont fortement varié à travers la distribution mondiale entre 1995 et 2025. Alors que les 50 % les plus pauvres ont connu une croissance positive d'environ 2 – 4 % par an, leur faible patrimoine initial leur a permis de ne capter que 1.1 % de la croissance totale du patrimoine mondial. En revanche, les 1 % les plus riches ont connu des taux de croissance nettement plus élevés, allant de 2 à 9 % par an, et ont capté 36.7 % de la croissance mondiale du patrimoine au cours de la même période. Le sommet de la distribution, qui comprend les 50 individus les plus riches, a connu les augmentations les plus fortes. Le patrimoine personnel net est défini comme la somme des actifs financiers (e.g., actions ou obligations) et non financiers (e.g., logements ou terrains) détenus par les individus, déduction faite de leurs dettes. **Note :** La courbe est lissée à l'aide d'une moyenne mobile centrée. **Sources et séries :** Arias–Osorio et al. (2025), Chancel et al. (2022) et wir2026.wid.world/methodology.

régions, comme l'Amérique du Nord & l'Océanie, bénéficient d'un revenu et d'un patrimoine moyens supérieurs à la moyenne mondiale, mais présentent néanmoins d'importantes disparités internes. D'autres, comme l'Afrique Sub-Saharienne, sont confrontées au double fardeau de niveaux moyens faibles et d'inégalités internes extrêmes.

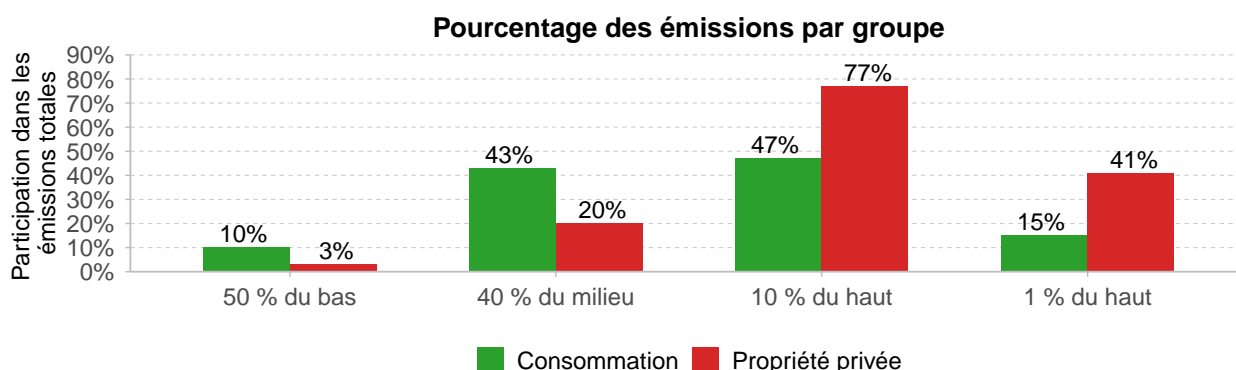
L'un des atouts distinctifs de la *World Inequality Database* (wid.world) réside dans sa capacité à suivre les revenus et le patrimoine sur l'ensemble de la distribution, des individus les plus pauvres aux plus riches, tout en fournissant des informations au niveau national sur plusieurs années. Cela permet d'examiner les inégalités non seulement entre les pays ou régions du monde, mais aussi au sein même de chaque pays.

Le **Graphique 9** illustre cela à l'aide du ratio entre le revenu moyen des 10 % les plus riches et celui des 50 % les plus pauvres (T10/B50), une mesure simple mais frappante qui pose la question suivante : en moyenne, combien de fois plus les 10 %

les plus riches gagnent-ils que la moitié la plus pauvre ? La réponse révèle de grandes inégalités au sein des pays.

Si les inégalités au sein des pays sont importantes partout, leur intensité suit des schémas clairs. L'Europe et une grande partie de l'Amérique du Nord & l'Océanie comptent parmi les régions les moins inégalitaires, même si, là aussi, les groupes les plus riches captent une part bien plus importante des revenus que la moitié la plus pauvre de la population. Les États-Unis font figure d'exception, avec des niveaux d'inégalité plus élevés que leurs homologues à revenu élevé. À l'autre extrémité du spectre, l'Amérique Latine, l'Afrique Sub-Saharienne et le Moyen-Orient & l'Afrique du Nord combinent des revenus faibles pour les 50 % les plus pauvres et une concentration extrême au sommet de la distribution, ce qui se traduit par certains des écarts de revenus T10/B50 les plus élevés au monde.

Graphique 4. Les plus riches sont responsables d'une part beaucoup plus importante des émissions mondiales



Interprétation. Le graphique montre la part des émissions mondiales de GES attribuables aux 50 % les plus pauvres et aux 1 % les plus riches de la population mondiale. Les émissions sont divisées en émissions basées sur la consommation (émissions de production attribuées aux consommateurs finaux) et émissions basées sur la propriété (émissions de scope 1 des entreprises et des actifs détenus par des particuliers). Les émissions basées sur la propriété privée (qui représentent environ 60 % des émissions totales) n'incluent pas les émissions des propriétés gouvernementales ni les émissions directes des ménages. Le volume total des émissions couvertes par l'approche basée sur la propriété est relativement similaire à celui qui est explicitement comptabilisé dans l'approche basée sur la consommation présentée ici. Cette dernière part du principe que les émissions associées aux activités et aux investissements gouvernementaux, qui représentent généralement entre 30 % et 40 % du total des émissions, sont neutres en termes de répartition (Bruckner et al. (2022)). Les groupes sont définis par les émissions basées sur la consommation et la richesse, respectivement, mais les deux distributions sont fortement corrélées. **Sources et séries :** Bruckner et al. (2022) et Chancel et Rehm (2025b).

Redistribution, fiscalité et fraude fiscale

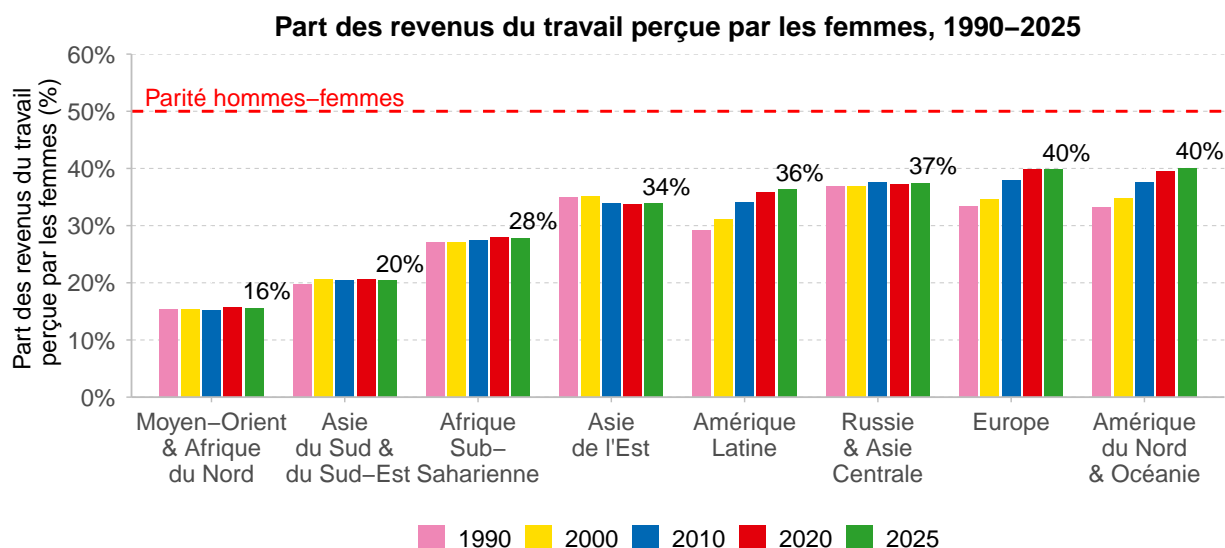
L'étude des inégalités entre les pays et à travers le temps révèle que les politiques publiques peuvent effectivement réduire les inégalités. Le **Graphique 10** souligne à quel point une fiscalité progressive et, en particulier, les transferts redistributifs ont considérablement réduit les inégalités dans toutes les régions du monde, surtout lorsque les systèmes sont bien conçus et appliqués de manière cohérente. En Europe, en Amérique du Nord & en Océanie, les systèmes fiscaux et de transferts ont systématiquement réduit les écarts de revenus de plus de 30 %. Même en Amérique Latine, les politiques redistributives mises en place après les années 1990 ont permis de réduire considérablement les écarts. Les données montrent que dans toutes les régions, les politiques redistributives ont été efficaces pour réduire les inégalités, mais avec de grandes variations.

Les inégalités mondiales en matière d'accès au capital humain restent énormes : elles atteignent des niveaux sans doute bien plus élevés que ce que la plupart des

gens imaginent. En 2025, les dépenses moyennes d'éducation par enfant en Afrique Sub-Saharienne s'élèvent à seulement 220 € (PPA), contre 7.430 € en Europe et 9.020 € en Amérique du Nord & en Océanie (voir **Graphique 11**) (un écart de plus de 1 à 40, soit environ trois fois plus que l'écart de PIB par habitant ou de revenu national net). Ces disparités façonnent les chances de réussite tout au long de la vie, renforçant ainsi une géographie des chances qui exacerbe et perpétue les hiérarchies mondiales de la richesse.

De plus, la fiscalité échoue souvent là où elle est le plus nécessaire : au sommet de la distribution. Le **Graphique 12** montre comment les ultra-riches échappent à l'impôt. Les taux d'imposition effectifs augmentent progressivement pour la majorité de la population, mais diminuent fortement pour les milliardaires et les centi-millionnaires. Ces élites paient proportionnellement moins que la plupart des ménages qui gagnent des revenus beaucoup plus faibles. Ce modèle régressif prive les États des ressources nécessaires pour réaliser des investissements essentiels

Graphique 5. Les femmes continuent de recevoir une part des revenus du travail inférieure à celle des hommes à travers le monde



Interprétation : Ce graphique montre l'évolution de la part des revenus du travail des femmes entre 1990 et 2025 dans les différentes régions du monde. En 2025, les travailleuses gagnent environ 16 % du revenu total du travail au Moyen-Orient & en Afrique du Nord, mais environ 40 % en Amérique du Nord & en Océanie et en Europe. Au niveau mondial, les femmes gagnaient 27.8 % du revenu du travail en 1990 et 28.2 % en 2025. Bien que certains progrès aient été réalisés, la parité hommes-femmes reste une perspective lointaine dans toutes les régions du monde. **Sources et séries :** Neef et Robilliard (2021), Gabrielli et al. (2024) et wir2026.wid.world/methodology.

dans l'éducation, la santé et la lutte contre le changement climatique. Il nuit également à l'équité et à la cohésion sociale en diminuant la confiance dans le système fiscal. Une fiscalité progressive est donc cruciale : elle permet non seulement de mobiliser des recettes pour financer les biens publics et réduire les inégalités, mais aussi de renforcer la légitimité des systèmes fiscaux en garantissant que celles et ceux qui ont les moyens les plus importants contribuent à hauteur de leur juste part.

Inégalités dues au système financier mondial

Les inégalités sont également profondément ancrées dans le système financier mondial. Le **Graphique 13** illustre comment l'architecture financière internationale actuelle est structurée de manière à générer systématiquement des inégalités. Les pays qui émettent des monnaies de réserve peuvent emprunter à moindre coût, prêter à des taux plus élevés et attirer l'épargne mondiale. En revanche, les pays en développement sont confrontés à la

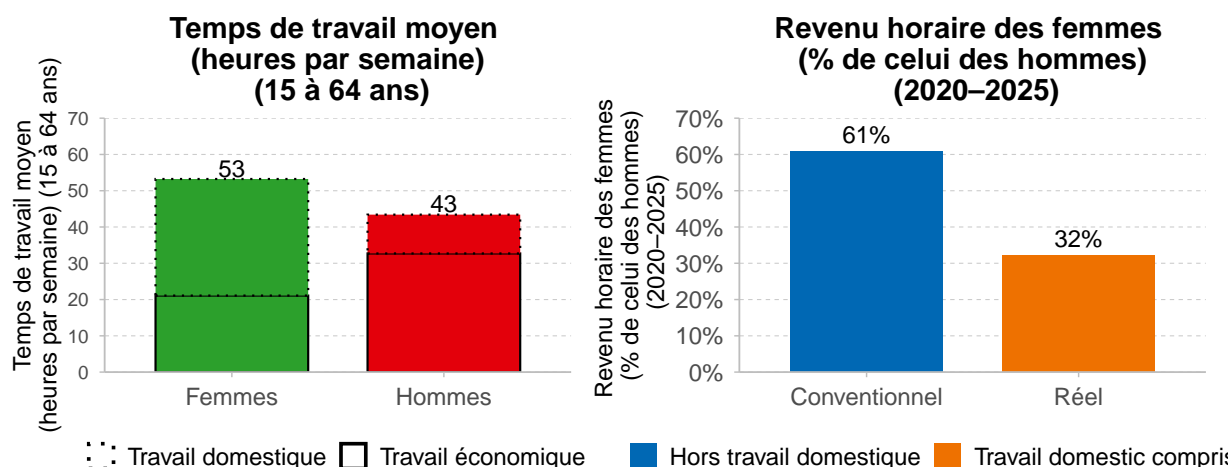
situation inverse : des dettes coûteuses, des actifs à faible rendement et une fuite continue des revenus.

Ce privilège dont bénéficient les pays riches ne reflète pas l'efficacité du marché, mais plutôt une conception institutionnelle qui place les émetteurs de monnaies de réserve et les centres financiers au cœur du système financier international, au profit des économies riches. La demande persistante d'actifs « sûrs » tels que les bons du Trésor américain et les obligations souveraines européennes, renforcée par les réserves des banques centrales, les normes réglementaires (comme Bâle III) et les avis des agences de notation, consolide cet avantage (voir **Graphique 14**). Il en résulte que les pays riches empruntent systématiquement à moindre coût tout en investissant dans des actifs à rendement plus élevé à l'étranger, se positionnant ainsi comme des pays rentiers au détriment des pays plus pauvres.

Il en résulte une version moderne d'échanges structurellement inégaux. Alors

Graphique 6. Après prise en compte du travail domestique, les femmes ne gagnent que 32 % du revenu horaire des hommes

Inégalités hommes-femmes, heures de travail domestique comprises, 2020–2025



Interprétation : Le graphique de gauche montre que, globalement, les femmes travaillent plus d'heures par semaine que les hommes lorsque nous tenons compte à la fois du travail économique et du travail domestique. Le graphique de droite montre que le revenu horaire des femmes est nettement inférieur à celui des hommes : l'écart mesuré ($39\% = 100\% - 61\%$) est plus faible lorsque seul le travail économique est pris en compte, mais il devient beaucoup plus important lorsque les heures de travail domestique sont incluses ($68\% = 100\% - 32\%$). Ensemble, ces deux chiffres mettent en évidence la double charge qui pèse sur les femmes : un temps de travail total plus long combiné à un rendement horaire inférieur. **Sources et séries :** Andreescu et al. (2025).

que les puissances coloniales exploitaient autrefois les ressources pour transformer leurs déficits en excédents, les économies avancées d'aujourd'hui obtiennent des résultats similaires grâce au système monétaire et financier international. Les pays en développement sont contraints de transférer leurs ressources vers l'extérieur, ce qui limite leur capacité à investir dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Cette dynamique non seulement renforce les inégalités mondiales, mais accroît également les inégalités au sein des pays, car elle réduit la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à un développement inclusif.

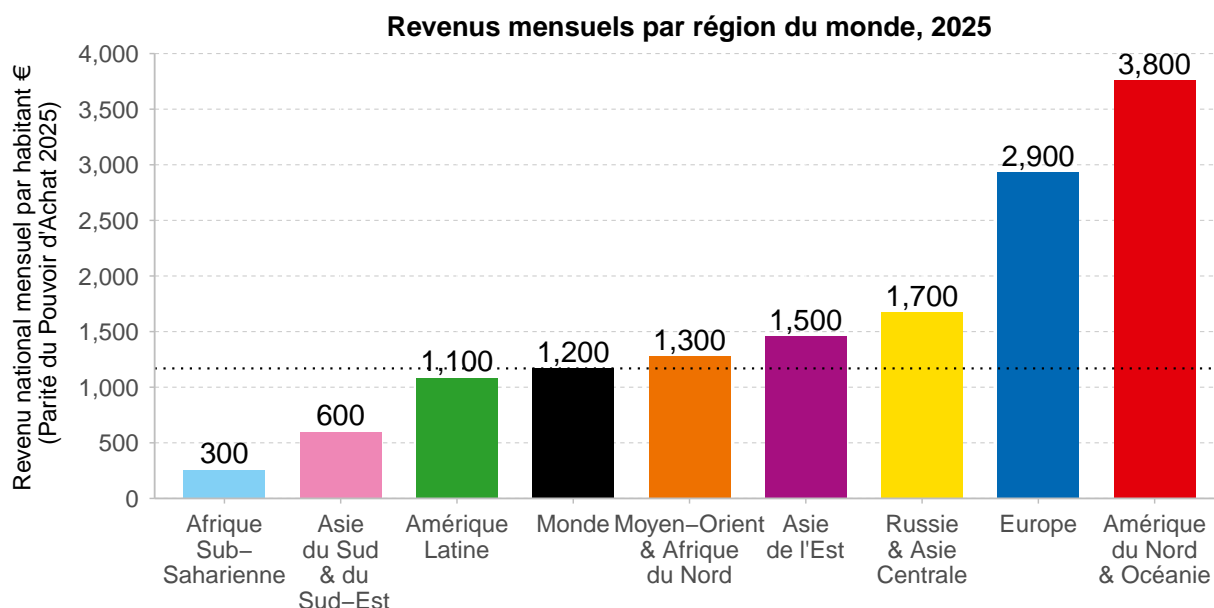
Clivages politiques et démocratie

Les divisions économiques ne s'arrêtent pas au marché ; elles se répercutent directement sur la sphère politique. Les inégalités déterminent qui est représenté, quelles voix se font entendre et comment les coalitions se forment ou échouent à se former. Le **Graphique 15** dépeint comment l'alignement politique traditionnel basé sur les classes sociales dans les démocraties occidentales

s'est effondré.³ Au milieu du XX^e siècle, les électeurs à faibles revenus et les moins diplômés soutenaient largement les partis de gauche, tandis que les franges les plus riches et les plus diplômées de l'électorat penchaient vers la droite, créant ainsi une division claire entre les classes sociales et une redistribution croissante.

Aujourd'hui, ce schéma s'est fracturé. Tout d'abord, le niveau d'éducation et le revenu évoluent désormais dans des directions différentes (voir **Graphique 15**), ce qui rend beaucoup plus difficile le maintien de larges coalitions en faveur de la redistribution. Cette évolution s'explique par le fait que l'expansion de l'éducation s'est accompagnée d'une complexification de la structure des classes sociales. Par exemple, de nombreux électeurs hautement diplômés mais relativement peu rémunérés (par exemple, les enseignants ou les infirmières) votent actuellement pour la gauche, tandis que de nombreux électeurs moins diplômés mais relativement mieux rémunérés (par exemple, les travailleurs indépendants ou les chauffeurs routiers) ont tendance à voter pour la droite.

Graphique 7. Les inégalités entre régions du monde sont également considérables



Interprétation : Il existe d'énormes disparités entre les régions du monde en termes de revenus. Une personne vivant en Asie du Sud & du Sud-Est dispose d'un revenu mensuel moyen de 601 €, tandis qu'une personne vivant en Europe dispose d'un revenu mensuel moyen de 2,934 €. C'est 4.9 fois plus. **Sources et séries :** wir2026.wid.world/methodology.

L'évolution encore plus frappante est l'augmentation des divisions territoriales au sein des pays. Dans de nombreuses démocraties avancées, les écarts en matière d'affiliation politique entre les grands centres urbains et les petites villes ont atteint des niveaux jamais vus depuis un siècle (voir **Graphique 16**). L'inégalité d'accès aux services publics (éducation, santé, transports et autres infrastructures), aux opportunités d'emploi et à l'exposition aux chocs commerciaux a fracturé la cohésion sociale et affaibli les coalitions nécessaires aux réformes en faveur de plus de redistribution. En conséquence, les électeurs de la classe ouvrière sont désormais fragmentés entre les partis des deux côtés de l'échiquier politique ou privés de représentation forte, ce qui limite leur influence politique et renforce les inégalités. Afin de réactiver les coalitions redistributives de l'après-guerre, il est essentiel de concevoir des programmes politiques plus ambitieux qui profitent à tous les territoires, comme cela a été le cas avec succès dans le passé.

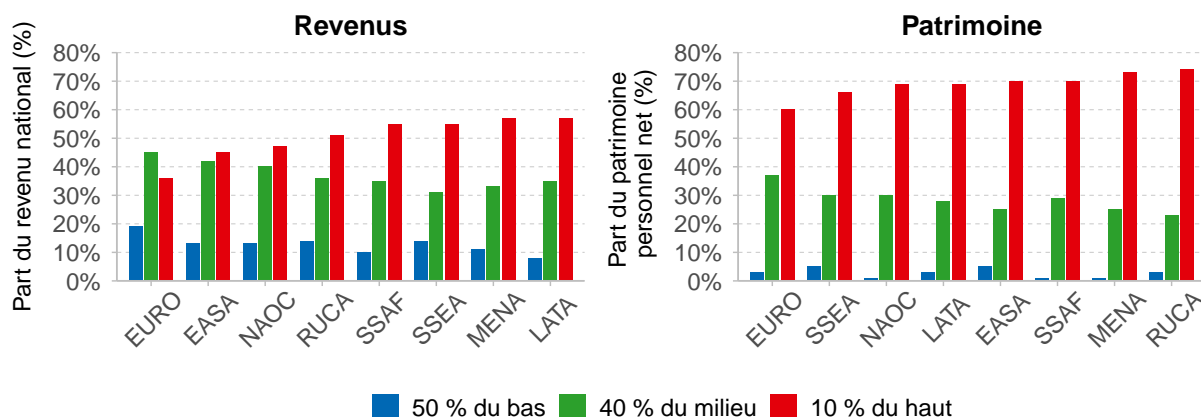
Cette fragmentation érode les fondements

politiques nécessaires pour lutter contre les inégalités et empêche la mise en œuvre de politiques redistributives. Parallèlement, le poids de la richesse dans la politique aggrave les inégalités en matière d'influence politique. Le **Graphique 17** montre à quel point le financement des campagnes électorales est fortement concentré entre les mains des plus riches : en France et en Corée du Sud, les 10 % des citoyens les plus riches financent de manière disproportionnée la majorité des dons politiques. Cette concentration du pouvoir financier amplifie la voix des élites et réduit la marge de manœuvre pour l'élaboration de politiques équitables et marginalise davantage la majorité active.

La réduction des inégalités est un choix politique. Mais la fragmentation de l'électorat, la sous-représentation des travailleurs et des travailleuses et l'influence démesurée de la richesse vont à l'encontre des coalitions nécessaires à la réforme. Cette réalité peut changer. Elle reflète des choix politiques concernant les règles de financement des campagnes électorales, les stratégies des partis et la conception des

Graphique 8. Les revenus et, plus encore, le patrimoine sont extrêmement concentrés au sommet de la distribution dans toutes les régions du monde

Inégalités entre régions du monde, 2025



Interprétation : Dans chaque région du monde, les revenus et le patrimoine sont répartis de manière très inégale. Le patrimoine est beaucoup plus concentré au sommet de la distribution que les revenus. Les chiffres sont classés selon les parts des 10 % les plus riches. Les revenus sont mesurés après opération des systèmes de pension et d'allocations chômage, mais avant impôts sur le revenu et autres transferts. Le patrimoine personnel net est la somme des actifs financiers (e.g., actions ou obligations) et non financiers (e.g., logements ou terrains) détenus par les individus, déduction faite de leurs dettes. **Notes :** EURO : Europe ; EASA : Asie de l'Est ; NAOC : Amérique du Nord & Océanie ; RUCA : Russie & Asie Centrale ; SSAF : Afrique Sub-Saharienne ; SSEA : Asie du Sud & du Sud-Est ; MENA : Moyen-Orient & Afrique du Nord ; LATA : Amérique Latine.

Sources et séries : wir2026.wid.world/methodology.

institutions, qui peuvent être remodelés avec une volonté suffisante. Créer les conditions d'un consensus est donc tout aussi essentiel à la réduction des inégalités que n'importe quelle politique publique spécifique.

Orientations politiques

Les données disponibles permettent de tirer une conclusion claire : les inégalités peuvent être réduites. Il existe toute une série de mesures qui, de différentes manières, se sont avérées efficaces pour les réduire.

Les investissements publics dans l'éducation et la santé constituent un levier important. Ils comptent parmi les facteurs d'égalisation les plus puissants, mais l'accès à ces services de base reste inégal et stratifié. Les investissements publics dans des écoles gratuites et de qualité, dans des soins de santé universels, dans des services de garde d'enfants et dans des programmes nutritionnels peuvent réduire les inégalités dès le plus jeune âge et favoriser les possibilités d'apprentissage tout

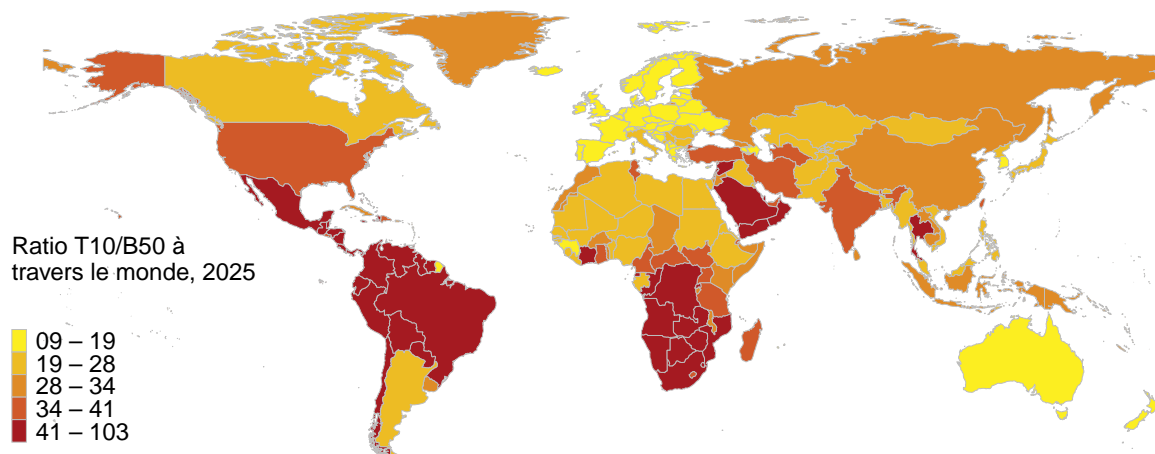
au long de la vie. En garantissant que ce sont le talent et l'effort, plutôt que le milieu social, qui déterminent les opportunités dans la vie, ces investissements contribuent à bâtir des sociétés plus inclusives et plus résilientes.

Une autre possibilité consiste à mettre en place des programmes de redistribution. Les transferts en espèces, les pensions, les allocations chômage et les aides ciblées aux ménages vulnérables peuvent directement transférer les ressources du haut vers le bas de l'échelle de la distribution. Lorsqu'elles sont bien conçues, ces mesures ont permis de réduire les écarts de revenus, de renforcer la cohésion sociale et de fournir des amortisseurs contre les chocs, en particulier dans les régions du monde où l'État providence est moins développé.

Des progrès peuvent également être réalisés en favorisant l'égalité hommes-femmes. Pour réduire ces inégalités, il faut démanteler les barrières structurelles qui déterminent la manière dont le travail est valorisé et réparti. Les politiques publiques qui reconnaissent et redistribuent le travail de

Graphique 9. Certains pays sont confrontés au double fardeau de faibles revenus et d'une très forte inégalité

Ratio revenu moyen des 10% les plus riches / 50% les plus pauvres (T10/B50) à travers le monde, 2025



Interprétation. Cette carte montre le ratio entre le revenu moyen des 10 % les plus riches et le revenu moyen des 50 % les plus pauvres (T10/B50) de la population dans chaque pays en 2025. Au Brésil, les 10 % les plus riches gagnent environ 65 fois plus que les 50 % les plus pauvres. Ce rapport est de 17 en France. Les revenus sont mesurés après opération des systèmes de pension et d'allocations chômage, mais avant impôts et transferts.

Sources et séries : wir2026.wid.world/methodology et Chancel et Piketty (2021).

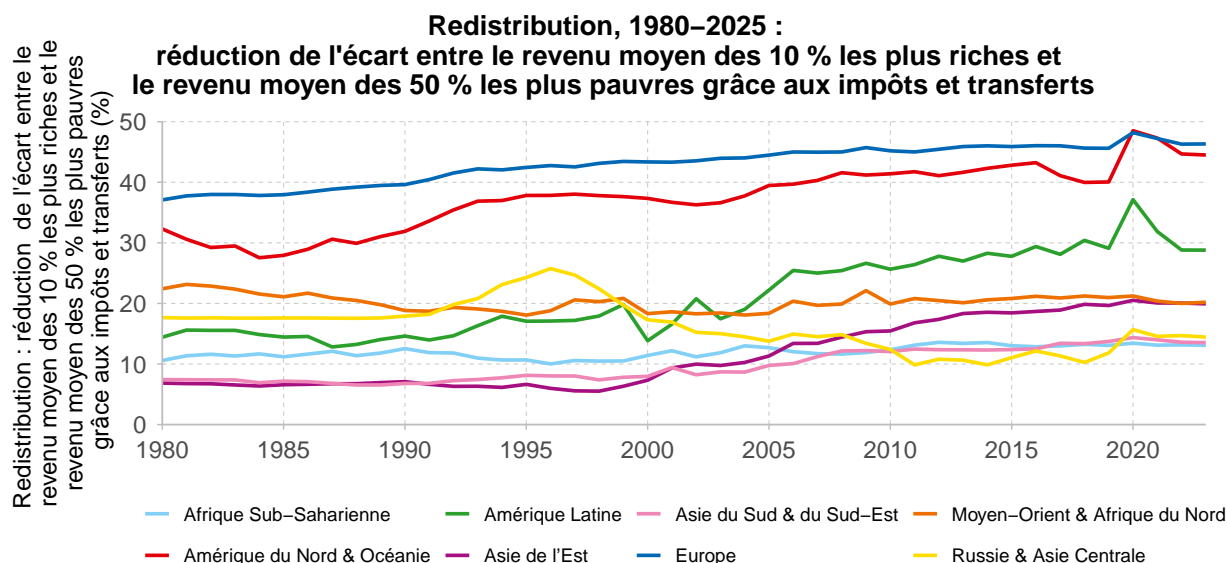
soins non rémunéré, par le biais de services de garde d'enfants abordables, de congés parentaux incluant les pères et de crédits de pension pour les aidants, sont indispensables pour assurer une égalité des opportunités. Il est tout aussi important d'appliquer strictement le principe de l'égalité salariale et de renforcer les protections contre la discrimination sur le lieu de travail. La lutte contre ces déséquilibres garantit que les opportunités et les réussites ne sont pas déterminées par le genre, mais par la contribution et les capacités.

La politique climatique offre une autre dimension clé : lorsqu'elle est mal conçue, elle peut accroître les inégalités, mais lorsqu'elle est bien planifiée, elle peut également les réduire. Les subventions climatiques associées à une fiscalité progressive ont le potentiel d'accélérer l'adoption de technologies à faible émission de carbone de manière équitable. Les taxes et réglementations sur la consommation de luxe ou les investissements à forte intensité carbone peuvent également contribuer à réduire les niveaux d'émissions des plus riches.

La politique fiscale est un autre levier puissant. Des systèmes fiscaux plus équitables, dans lesquels les plus riches contribuent à des taux plus élevés grâce à des impôts progressifs, permettent non seulement de mobiliser des ressources, mais aussi de renforcer la légitimité fiscale. Même des taux modestes d'impôt minimum mondial sur les milliardaires et les centi-millionnaires pourraient rapporter entre 0,45 % et 1,11 % du PIB mondial (voir **Graphique 18**) et pourraient financer des investissements majeurs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'adaptation au changement climatique.

Les inégalités peuvent également être réduites en réformant le système financier mondial. Les dispositions actuelles permettent aux économies avancées d'emprunter à bas prix et de s'assurer des entrées de capitaux régulières, tandis que les économies en développement sont confrontées à des dettes coûteuses et à des sorties de capitaux persistantes. Des réformes telles que l'adoption d'une monnaie mondiale, la centralisation des systèmes de crédit et de débit et l'instauration

Graphique 10. Les inégalités peuvent être réduites grâce à une fiscalité progressive et à des transferts



Interprétation : Le graphique montre l'impact des impôts et transferts sur les inégalités entre les régions, mesuré par la réduction du ratio entre le revenu moyen des 10 % les plus riches et celui des 50 % les plus pauvres (T10/B50) (une valeur positive indique une réduction des inégalités). Les systèmes fiscaux et de transferts réduisent les inégalités dans toutes les régions, mais l'ampleur de la redistribution varie considérablement. **Sources et séries :** wir2026.wid.world/methodology et Fisher-Post et Gethin (2025).

de taxes correctives sur les excédents excessifs élargiraient la marge de manœuvre budgétaire pour les investissements sociaux et réduiraient les échanges inégaux qui caractérisent depuis longtemps la finance mondiale.

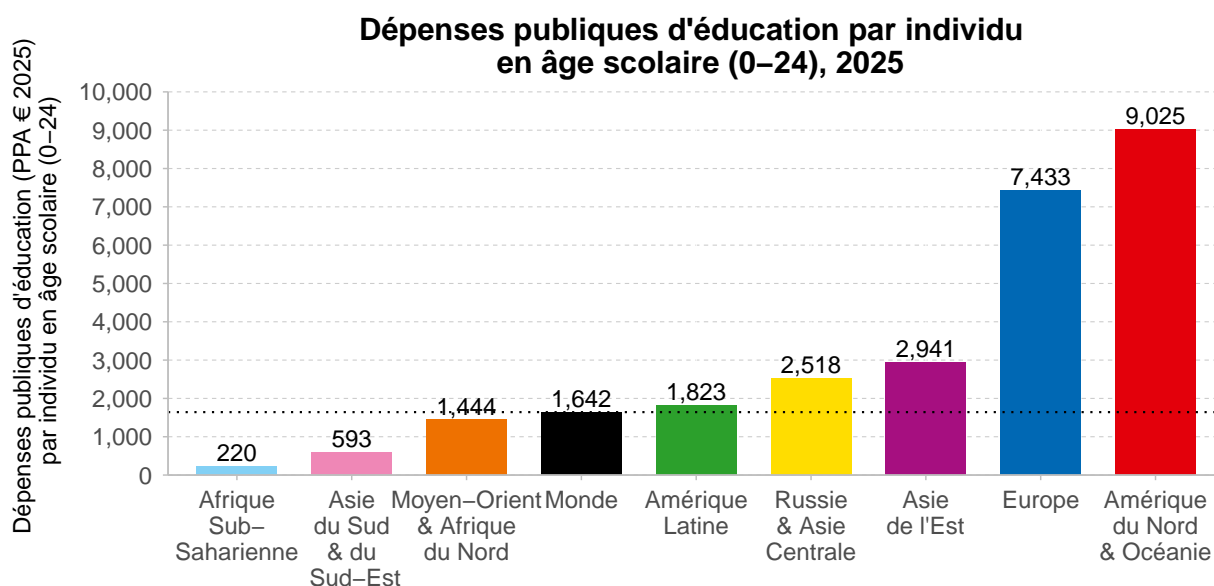
continuera sur la voie d'une concentration extrême ou s'orientera vers une prospérité partagée.

Conclusion

Les inégalités sont un choix politique. Elles sont le résultat de nos politiques publiques, de nos institutions et de nos structures de gouvernance. Les coûts de la montée des inégalités sont évidents : creusement des clivages sociaux et économiques, fragilité des démocraties et crise climatique qui touche le plus durement celles et ceux qui en sont le moins responsables. Mais les possibilités de réforme sont tout aussi évidentes. Lorsque la redistribution est forte, que la fiscalité est équitable et que les investissements sociaux sont prioritaires, les inégalités se réduisent.

Les outils existent. Mais le véritable enjeu est celui de la volonté politique. Les choix que nous ferons dans les années à venir détermineront si l'économie mondiale

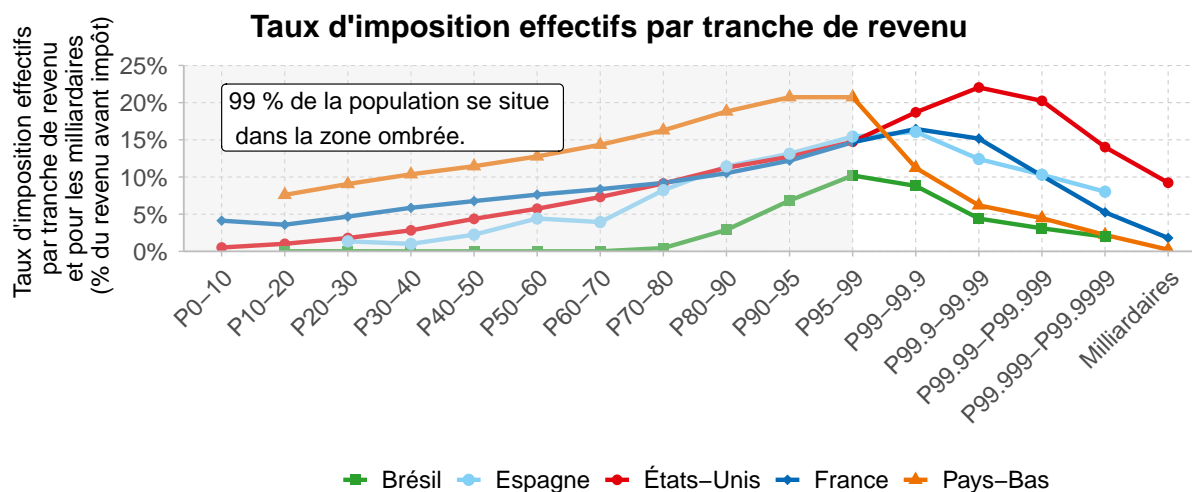
Graphique 11. De fortes inégalités des chances entre régions du monde



Interprétation : En 2025, les dépenses publiques moyennes consacrées à l'éducation par individu en âge scolaire (0 à 24 ans) varient considérablement d'une région du monde à l'autre, allant de 220 € en Afrique Sub-Saharienne à 9,025 € en Amérique du Nord & en Océanie (PPA 2025), soit un écart de près de 1 à 41. En utilisant les taux de change de marché (TCM) plutôt que les PPA, les écarts seraient 2 à 3 fois plus importants.

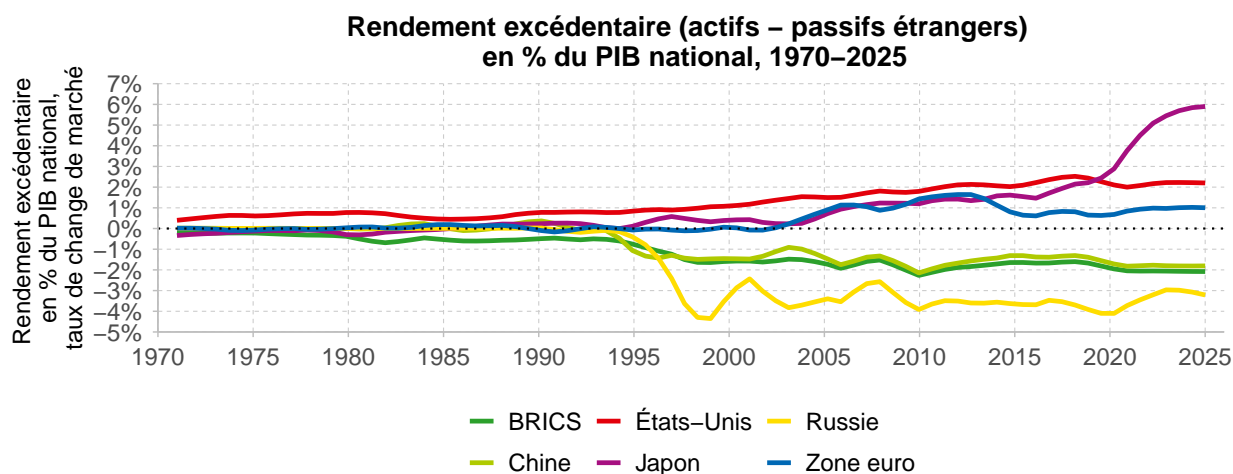
Sources et séries: Bharti et al. (2025).

Graphique 12. Les ultra-riches échappent à l'impôt progressif



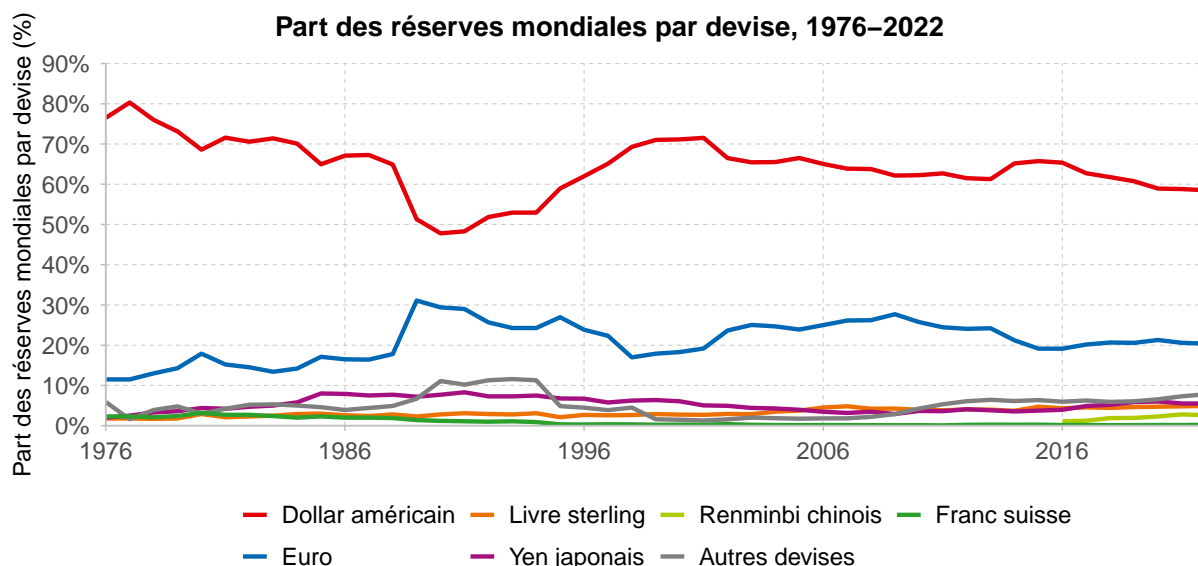
Interprétation : Ce graphique montre les taux d'imposition effectifs par tranche de revenu avant impôt et pour les milliardaires en dollars américains au Brésil, en France, aux Pays-Bas, en Espagne et aux États-Unis. Les taux d'imposition sur le revenu comprennent uniquement l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les prélèvements équivalents. Toutes les valeurs sont exprimées en pourcentage du revenu avant impôt, défini comme le revenu national avant impôts et transferts mais après opération des systèmes de pension. P0-10 désigne le premier décile de la distribution des revenus, P10-20 le décile suivant, etc. **Sources et séries :** Artola et al. (2022), Bozio et al. (2024), Bruil et al. (2024), Palomo et al. (2025), Saez et Zucman (2019) et Zucman (2024).

Graphique 13. Le système financier international génère davantage d'inégalités



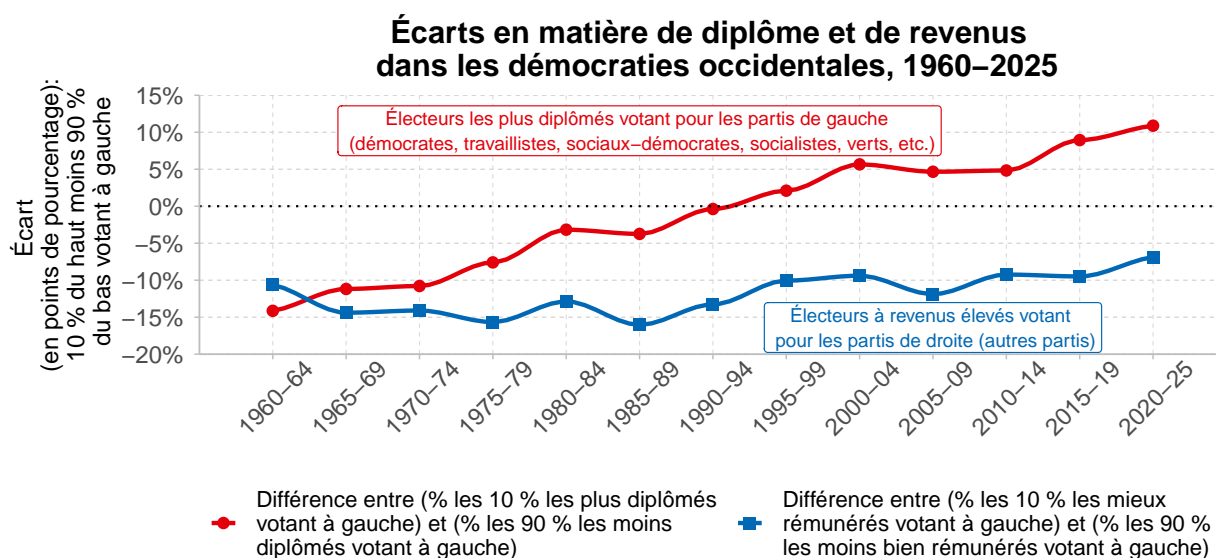
Interprétation : Ce graphique montre le rendement excédentaire, défini comme la différence entre le rendement des actifs et des passifs étrangers, en pourcentage du PIB national. Il montre que le privilège exorbitant qui était autrefois l'apanage des États-Unis est devenu un phénomène plus large dans les pays riches. Les États-Unis conservent un privilège substantiel de 2.2 % en 2025. La zone euro suit avec 1 % en 2025. Le Japon se distingue avec un privilège de 5.9 % en 2025. En revanche, les pays du BRICS sont confrontés à une charge constante 2.1 %, ce qui souligne leur rôle de fournisseurs nets de capitaux aux économies plus riches. **Notes :** Les valeurs positives représentent l'avantage en termes de revenu provenant de ce privilège financier ; les valeurs négatives représentent un coût financier. Les pays BRICS comprennent le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. **Sources et séries :** Nievas et Sodano (2025) et wir2026.wid.world/methodology.

Graphique 14. Les pays privilégiés bénéficient d'un coût d'endettement moins élevé pour des raisons politiques et non grâce à la dynamique du marché



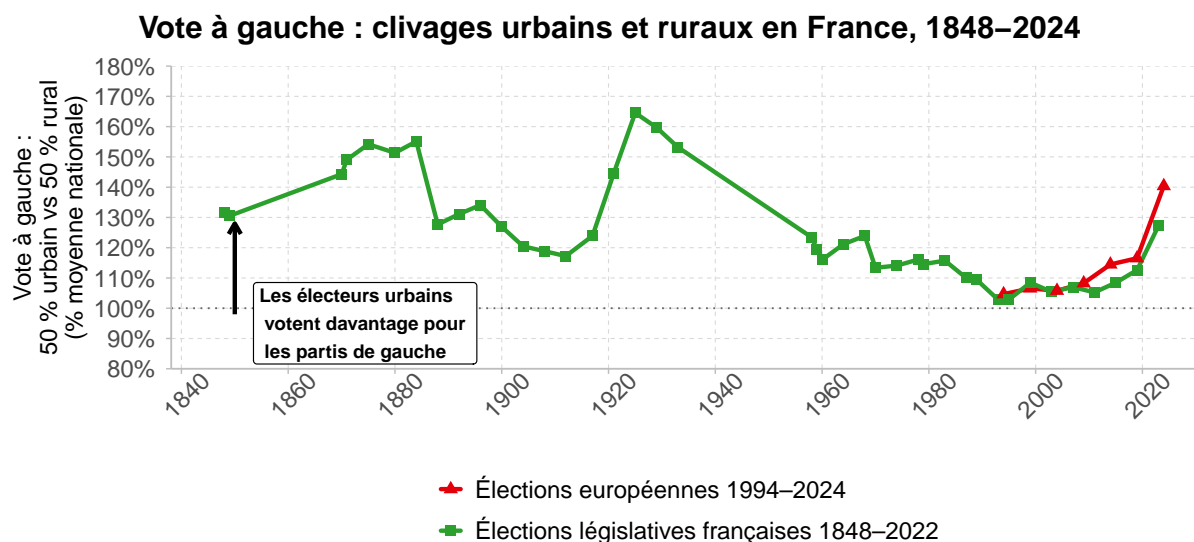
Interprétation : Les pays riches sont les émetteurs des monnaies de réserve internationales, qui sont ensuite utilisées dans les transactions internationales et comme réserve de valeur à travers le monde. Ces monnaies dominent les réserves des banques centrales en raison des règles financières internationales telles que Bâle III, ce qui garantit une demande persistante. Cela conduit à des coûts d'emprunt constamment plus bas. **Sources et séries :** Nievas et Sodano (2025) et wir2026.wid.world/methodology.

Graphique 15. Nous avons besoin d'action politique, mais les coalitions politiques sont difficiles à former



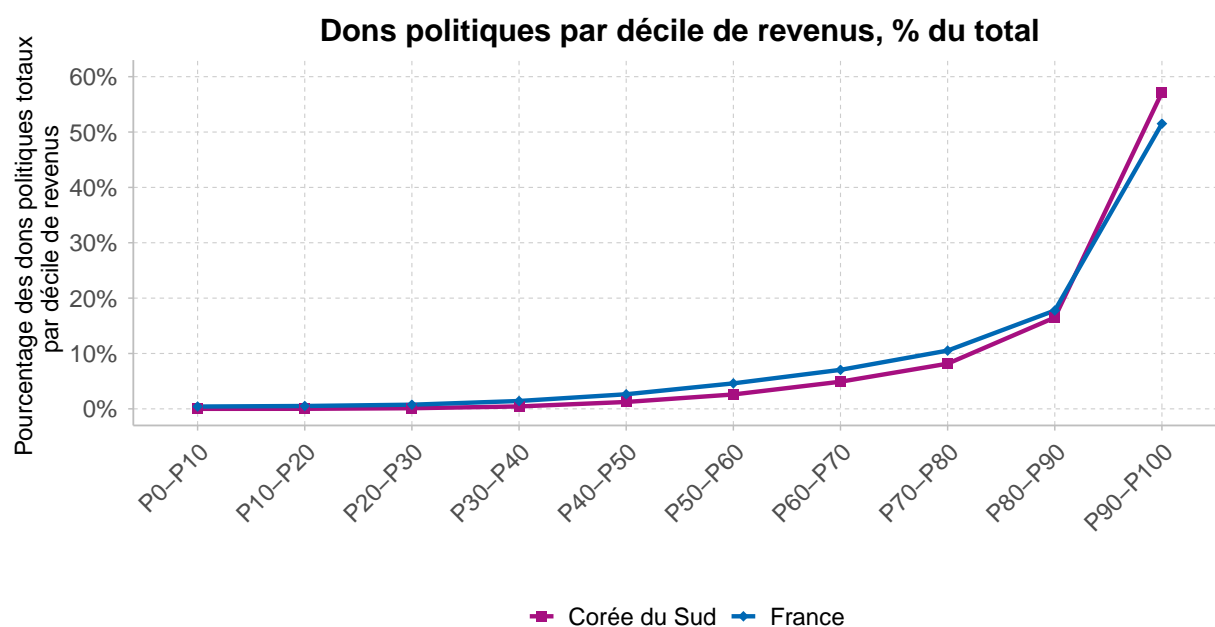
Interprétation : Dans les années 1960, les électeurs les plus diplômés et les mieux rémunérés étaient moins enclins à voter pour les partis de gauche (démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / verts) que les électeurs ayant un niveau d'éducation et un revenu plus faibles, avec un écart de plus de 10 points de pourcentage. Le vote de gauche s'est progressivement associé aux électeurs les plus diplômés, donnant naissance à un système multipartite élitiste. **Sources et séries :** Gethin et al. (2021) et World Political Cleavages and Inequality Database (wpid.world).

Graphique 16. Les divisions entre grandes et petites villes ont atteint des niveaux jamais vus depuis un siècle



Interprétation : Ce graphique montre le rapport entre le vote de gauche dans les zones urbaines et celui dans les zones rurales. Il compare les 50 % les plus urbains aux 50 % les plus ruraux (en fonction de la taille de l'agglomération). Tant pour les élections européennes (1994–2024) que pour les élections législatives (1848–2022), l'écart entre les zones urbaines et rurales s'est nettement creusé à partir du milieu des années 1990, avec une forte augmentation lors des élections européennes de 2024. **Sources et séries :** Cagé et Piketty (2025) et unehistoireunconflitpolitique.fr.

Graphique 17. Sans redistribution, les inégalités politiques s'accroîtront



Interprétation : Part moyenne des dons politiques totaux par décile de revenus en France et en Corée du Sud (2013–2021). Les dons sont fortement concentrés au sommet de la distribution, le décile le plus riche contribuant à la plus grande part. **Sources et séries :** Cagé (2024).

Graphique 18. Une imposition minimale peut préserver la progressivité au sommet de la distribution et ses recettes peuvent réduire les inégalités

Figure 18. Une imposition minimale peut préserver la progressivité au sommet de la distribution et ses recettes peuvent réduire les inégalités.			
Propositions mondiales en matière de justice fiscale selon les scénarios de référence, modéré et ambitieux			
	Référence	Modéré	Ambitieux
Impôt sur le patrimoine	2 % patrimoine net > 100m US\$	3 % patrimoine net > 100m US\$	5 % patrimoine net > 100m US\$
Adultes concernés	Top 0,002 % (92.140)	Top 0,002 % (92.140)	Top 0,002 % (92.140)
Recettes fiscales (milliards US\$)	503	754	1,256
Recettes fiscales annuelles en % du PIB mondial (2025)	0.45%	0.67%	1.11%
Recettes fiscales annuelles en % des dépenses totales d'éducation en Afrique Sub-Saharienne et Asie du Sud & du Sud-Est (2025)	1.2x	1.7x	2.9x
<p>Interprétation : Ce tableau présente les propositions mondiales de justice fiscale selon les scénarios de référence, modéré et ambitieux portant sur les centi-millionnaires et milliardaires à l'échelle mondiale (~ 92.140 adultes). Les scénarios varient en taux et en seuils avec des recettes fiscales attendues allant de 0,45 % à 1,11 % du PIB mondial en 2025. Note : Ces estimations supposent une fraude fiscale de 10 %. Sources et séries : Wealth Tax Simulator (wid.world/world-wealth-tax-simulator) et wir2026.wid.world/methodology.</p>			

Notes

¹Les émissions liées à la propriété privée du capital désignent les émissions de gaz à effet de serre produites par les entreprises et autres actifs productifs appartenant à des entités privées. Ces émissions sont attribuées aux particuliers proportionnellement à leurs parts et excluent les émissions directes des ménages et celles provenant d'actifs publics (voir Chancel and Mohren (2025)).

²Voir par exemple : Andreescu, Arias-Osorio, et al. (2025); Andreescu and Alice Sodano (2024); Arias-Osorio et al. (2025); Bharti and Mo (2024); Bauluz, Brassac, Clara Martínez-Toledano, Nievas, et al. (2025); Bauluz, Brassac, Clara Martínez-Toledano, Piketty, et al. (2024); Chancel, Flores, et al. (2025); Dietrich et al. (2025); El Hariri (2024); Flores and Zúñiga-Cordero (2024); Forward and Fisher-Post (2024); Gómez-Carrera, Moshrif, Nievas, and Piketty (2024); Gómez-Carrera, Moshrif, Nievas, Piketty, and Somanchi (2025); Loubes and Robilliard (2024); Nievas and Piketty (2025).

³Voir aussi : Gethin, Clara Martínez-Toledano, and Piketty (2021); Gethin, Clara Martínez-Toledano, and Piketty (2022); Gethin and Clara Martínez-Toledano (2025).

WIR2026.WID.WORLD